Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

88-89 | 2002

Médecine et biologie

Contribution de l'anthropologie à l'étude de nouveaux mouvements sociaux

Analyse de la configuration argentine

Pablo Perazzi

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/2864>

DOI : 10.4000/jda.2864

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2002

Pagination : 213-232

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Pablo Perazzi, « Contribution de l'anthropologie à l'étude de nouveaux mouvements sociaux », *Journal des anthropologues* [En ligne], 88-89 | 2002, mis en ligne le 01 juin 2003, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/jda/2864>

Ce document a été généré automatiquement le 15 septembre 2020.

Journal des anthropologues

Contribution de l'anthropologie à l'étude de nouveaux mouvements sociaux

Analyse de la configuration argentine¹

Pablo Perazzi

- 1 Par chance ou par malheur, les anthropologues argentins ont été très récemment les témoins – dans quelques cas, comme simples observateurs, dans d'autres comme spectateurs distants et pour une minorité comme participants actifs – d'un processus de bouleversement social réellement inédit. Il est surprenant qu'au moment où une société révèle tout son dynamisme, que les forces sociales se débattent, et que les liens sociaux sont ébranlés comme jamais auparavant, les spécialistes des sciences sociales trouvent relativement peu de choses à dire, conçoivent peu d'interrogations et se remettent difficilement en cause. Il est certain, en revanche, que les intellectuels traversent eux aussi une crise d'identité très aiguë. Les transformations enregistrées durant la dernière décennie annonçaient un dénouement turbulent, une issue catastrophique sous tous aspects, que seuls ceux qui étaient naïfs ou intéressés s'efforçaient de nier. Les intellectuels, y compris ceux qui sont « engagés » et qui, en général, s'émeuvent de situations de ce genre et ont l'habitude d'œuvrer en conséquence, n'ont pas su trouver la forme d'un discours critique adéquat, s'enfermant plutôt dans des discussions stériles et des polémiques inintelligibles pour de vastes pans de la société. Quoi qu'il en soit, la rapidité avec laquelle se sont précipités les événements impose des réflexions concises et immédiates. Ce n'est plus l'heure des méditations éthérées ; il convient que tous ceux qui se déclarent interprètes de la réalité complètent leurs lectures des journaux par des recherches systématiques sur le terrain, qu'ils se montrent capables – c'est bien, en fait, l'objet de leur métier – de concrétiser des analyses de portée globale et de rendre la connaissance accessible pour la résolution des problèmes quotidiens.
- 2 Ces quelques pages ont pour objectif de commencer à mettre de l'ordre dans une masse indéfinie d'éléments et de situations articulés. Autant pour des raisons d'espace que de

méthode, l'auteur s'est vu contraint de faire des choix parmi le matériel disponible. Cette réduction peut déboucher sur des affirmations peu précises. Quoi qu'il en soit, son but n'est pas d'épuiser la discussion mais d'ouvrir le débat. Nous aspirons ici à une perspective anthropologique, non par attitude confessionnelle ou corporatiste face à la science académique, mais parce que les circonstances admettent et requièrent une lecture de cette nature.

- 3 Cette réflexion se compose de trois parties. La première partie se propose de reconstituer le processus de structuration du mouvement des travailleurs privés d'emploi ainsi que la manière avec laquelle ce nouvel acteur a développé, en la réinterprétant, une pratique syndicale classique : le « piquet » (de grève). La seconde partie est consacrée à l'analyse de la manière dont l'application de recettes néo-libérales, de politiques de restriction et d'exclusion, a entraîné l'émergence d'une trame sociale complexe et confuse, inspirée de l'institution économique du « troc »². Dans la troisième partie sera examiné un phénomène social d'apparition récente et dont l'intrusion a provoqué l'effondrement tant attendu du système institutionnel argentin : l'« assemblée ». Enfin, au moment de conclure, nous esquisserons une critique des attitudes adoptées par les faiseurs d'opinion, les intellectuels et certaines organisations politiques de gauche, face aux mobilisations sociales.

Le piquet

- 4 Le « piquet » renvoie à un mode ancien et classique d'action syndicale : le piquet de grève. Il consiste à bloquer l'accès aux usines, à paralyser la production durant un certain temps – le temps que l'on estime suffisant pour interrompre le processus et le rythme normaux de travail – de façon à obtenir un pouvoir de négociation suffisant pour satisfaire les revendications qui sont à l'origine de la grève. La pratique traditionnelle du « piquet » suppose comme condition préalable l'existence d'un espace social spécifique, l'usine, où s'observent des conflits d'intérêt entre parties antagoniques, « employeurs » et « employés ». Le dénominateur commun entre ceux qui décident de mettre en place un « piquet » et ceux qui s'y opposent réside dans le fait que les uns comme les autres sont insérés dans une même trame de relations sociales, le marché du travail, à partir duquel ils déterminent leurs stratégies respectives d'action et d'association.
- 5 Ce qui est intéressant dans le cas argentin, c'est qu'il déroge, à plus d'un titre, au schéma conventionnel du « piquet ». Dans la période actuelle, les « piquets » sont organisés par des travailleurs sans emploi et seulement de manière exceptionnelle par des salariés. En effet, l'intervention de ces derniers s'est produite, au cours des dernières années, comme conséquence du regroupement des forces syndicales, de l'apparition de nouvelles centrales ouvrières et de l'émergence d'organisations plus souples disposant d'une autonomie relative face au système des partis politiques. En second lieu le « piquet » constitue non seulement une mesure d'action directe – donc limitée dans le temps – mais également et fondamentalement un type d'organisation permanent qui dépasse le cadre d'une lutte particulière. Il n'y a pas de « piquet » mais des *piqueteros*, il n'y a pas de mesure isolée mais un mouvement social défini qui, même s'il est encore balbutiant, a su se transformer en nouveau facteur de pouvoir populaire. Les *piqueteros* – ainsi qu'ils se désignent eux-mêmes – inventent un acteur collectif d'un

genre nouveau, avec des dynamiques d'organisation et de représentation spécifiques, adoptant en conséquence leurs stratégies d'action et d'association.

- 6 La construction d'une identité de *piquetero* – puisque c'est finalement de cela qu'il s'agit – repose sur un processus au cours duquel d'anciennes et de nouvelles expériences d'action politique se sont articulées entre elles, aboutissant à forger un schéma d'organisation original. Bien que la dénomination *piqueteros* ait été adoptée tardivement, l'application de ce nouveau schéma remonte au milieu des années quatre-vingt-dix. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, les premiers « piquets » se sont produits à des milliers de kilomètres de la ville de Buenos Aires et des principaux centres urbains. Le mouvement a gagné en nombre et en force grâce à une dynamique d'action centripète (de la périphérie vers le centre) et non, comme il est fréquent, d'action centrifuge (du centre vers la périphérie).
- 7 Au milieu des années quatre-vingt-dix, à Cutral-Có, bourgade située au centre de la province de Neuquén, dont l'activité économique principale est liée à la production pétrolière, un petit groupe de jeunes est descendu dans la rue pour exiger la création de véritables postes de travail. Au même moment, dans un lieu perdu de la forêt sèche du Chaco-Salteño, un autre groupe de personnes, ressortissant de trois ethnies autochtones différentes – chorote, wichí et chulupí – interrompt le chantier de construction d'un pont international qui devait relier les ports de Pozo Hondo au Paraguay et de Misión La Paz en Argentine. Bien que les chaînes de télévision aient relaté les événements de Cutral-Có, elles n'ont pas consacré une seule minute d'antenne au second événement, l'occupation du pont. Celle-ci s'est pourtant déroulé sans interruption pendant 23 jours et a inauguré un processus de revendication d'échelle régionale qui est parvenu par la suite à concentrer et retenir l'attention de l'opinion publique. Les rédacteurs en chef des journaux télévisés ne se sont pas rendu compte de la faible distance qui séparait les communautés autochtones des entreprises pétrochimiques de la zone ; ils ne purent imaginer qu'un conflit ethnique, circonscrit à des revendications territoriales, pouvait s'étendre à toute la région et impliquer divers groupes sociaux en lutte, numériquement importants.
- 8 Il n'est pas fortuit que, tant à Cutral-Co que dans la forêt du Chaco-Salteño, l'irruption du conflit soit liée de manière plus ou moins directe au problème pétrochimique. Dans l'imaginaire national, le pétrole évoque une des plus importantes expériences en matière d'organisation sociale, une extraordinaire réalisation d'ingénierie sociale pensée, mise en place et entretenue par l'Etat par-delà ou en marge des changements de gouvernement. Le pétrole renvoie à la colonisation de territoires jusqu'alors peu habités, à la création de villes, à l'accès à la protection sociale, un salaire digne et une demeure confortable ; il renvoie également à l'idée d'ascension sociale – une croyance qui, pendant des décennies, a fait partie d'une aspiration collective – à un futur prévisible et à une retraite décente, à une éducation publique gratuite de haut niveau pour les enfants ; il sous-tend, en définitive, tout un style de vie. Quand une équipe de prospection trouvait un gisement, elle suscitait d'énormes espoirs car, si la découverte se confirmait et s'avérait importante, elle pouvait entraîner l'embryon d'une nouvelle ville et la reproduction de ce mode de vie ardemment désiré. A l'époque de leur apogée, les gisements pétroliers d'Etat (YPF) employaient jusqu'à 150 000 opérateurs. Chacun d'eux pouvait obtenir une couverture sociale intégrale pour toute sa famille, qui incluait un ensemble de prestations, allant des fournitures scolaire aux chèques de voyage. Les villes pétrolières, comme n'importe quelle autre ville, disposait de centres

commerciaux, de lieux de distraction, de cinémas, de clubs sportifs, de transports publics, de forces de sécurité, d'hôpitaux, de paroisses, etc. Comme la situation géographique des principaux gisements coïncide généralement avec des espaces frontaliers, les villes pétrolières remplissaient une triple fonction : enrichir les caisses de la nation, générer des dispositifs d'organisation et de contrôle social et remplacer les implantations militaires, qui assuraient jusqu'alors la défense des frontières, par des complexes sociaux autosuffisants. Grâce à YPF, l'Etat inscrivait dans le corps social les clés d'un projet national partagé.

- 9 Un travailleur non qualifié qui était entré dans l'entreprise comme simple manœuvre savait qu'en accomplissant bien son travail et en assistant aux cours de perfectionnement, il pouvait non seulement obtenir des augmentations de salaire mais aussi monter en grade. Au cours d'une vie, du fait de la politique de rotation et de mutations de la main-d'œuvre, il se pouvait qu'un même employé connaisse plus d'une unité d'exploitation, qu'il passe du froid polaire de Comodoro Rivadavia à la chaleur tropicale de General Mosconi, acquérant de la sorte une grande connaissance du territoire national. Une fois le cycle achevé, il avait le droit de jouir d'une retraite aisée et de recevoir une part, en qualité d'actionnaire, des bénéfices de l'entreprise. Comme les opérateurs mobilisaient avec eux le reste de leur foyer, les enfants étaient élevés dans une atmosphère imprégnée par la routine du travail, qu'ils reproduisaient finalement en suivant le chemin tracé par leurs pères. L'Etat fonctionnait en effet comme une machine productrice et reproductrice de familles pétrolières.
- 10 Au début des années quatre-vingt-dix, un processus de transfert des actifs publics vers le secteur privé s'est mis en place. Il constitue la deuxième étape d'un programme de réformes politiques et économiques d'envergure qui avaient débuté en 1976 avec le dernier coup d'Etat militaire et, en un peu plus de deux décennies, avait imposé, par le feu et le sang, le plus scandaleux transfert de richesses de toute l'histoire argentine. Si la privatisation de YPF fut la dernière à se concrétiser dans la première moitié des années quatre-vingt-dix, au prétexte d'un manque de liquidité du secteur public, diverses usines furent cédées en concession à des compagnies transnationales. Le résultat était prévisible : à la fin de la décennie, près de 90% du personnel stable avait été licencié, la protection sociale avait été éliminée et les promotions supprimées. Une fois réalisé le sale boulot, on mit les entreprises aux enchères, à 20% de leur valeur réelle sur le marché.
- 11 Pour apprécier la réalité sociale qui a influencé la configuration précoce du mouvement des *piqueteros*, il faut se passer momentanément du secours de la statistique. Bien que mesurable, le problème possède des subtilités de grande complexité, des effets indirects qui ne se fondent pas aisément dans les moules de la quantification. Le fait qu'il soit un mouvement implique que le phénomène présente des mutations et des changements de sens permanents. Le caractère horizontal et décentralisé de l'organisation, l'exercice de la démocratie directe, la révocabilité du mandat des délégués et les constants changements d'orientation des plateformes politiques, rendent par avance caduque toute projection académique.
- 12 C'est au cours de ses premières étapes que le phénomène laisse apparaître le plus fidèlement ses attributs essentiels, et montre, bien que de manière encore rudimentaire, le caractère inédit de sa future programmation. Les événements de Cutral-Có constituent un premier essai, qui contient déjà les prémisses d'une pratique politique qui se développera par la suite et s'appliquera à l'organisation de nouveaux

« piquets »³. L'expérience de Cutral-Có condense une telle pluralité de circonstances que cela peut, lorsqu'on l'analyse sans y prêter suffisamment attention, induire des lectures erronées, des interprétations surdimensionnées ou encore de fausses, et parfois dangereuses, utopies révolutionnaires.

- 13 Nous avons déjà dit que la dénomination de *piqueteros* constitue une innovation tardive. A leurs débuts, on les identifiait sous le nom de *fogoneros* (ceux qui allument des feux). Le glissement d'une désignation à l'autre marque le début d'un processus de maturation qui débouchera sur la délimitation d'un nouveau modèle d'interpellation sociale. La plupart des *fogoneros* de Cutral-Có était des jeunes, des fils d'ex-employés de YPF. La concession des usines aux entreprises privées n'a pas seulement laissé sur le carreau des milliers de travailleurs, elle a aussi définitivement interrompu la reproduction de tout un style de vie. Dans de telles conditions, le chômage est, pour ainsi dire, le moindre des maux : le vrai problème est lié à la dissolution d'un système d'organisation, un authentique microcosme social, qui, par-delà le sens qu'il conférait à la vie de ces salariés, avait généré des mécanismes de subordination et de socialisation tels que le seul fait de penser à son extinction provoquait un état de panique.
- 14 Les anciens employés, aveuglés par l'angoisse, ne surent pas affronter la situation, et moins encore que faire ou vers qui se tourner. Ils restèrent reclus chez eux et, dans les premiers mois, la région connut des taux records de consommation d'alcool et de violence domestique. De la sorte, les enfants durent assumer les revendications de leurs pères et, sans aucune formation politique, ils se lancèrent sur les routes, coupèrent les voies de circulation et allumèrent de grands feux. Les colonnes de fumée noire provoquées par les pneus en flammes et les foulards qui couvraient le visage des jeunes par crainte de la répression des forces de l'ordre, finirent par leur conférer leur dénomination originelle : *fogoneros*. Les protestations se prolongèrent durant plusieurs semaines, puis s'arrêtèrent. Mais la tension restait sous-jacente et la probabilité qu'ils retournent occuper la rue demeurait élevée. Les chaînes d'information tournaient des images comme s'il s'agissait d'une série télévisée et produisirent un véritable spectacle. Les cameramen ne laissaient aucun détail au hasard, les journalistes naïfs couraient d'un lieu à l'autre en quête de témoignages et les rédacteurs des journaux télévisés ne ménageaient par leurs méninges pour parvenir à convertir le conflit en véritable *reality show*.
- 15 Ce qui est curieux, c'est que les anciens employés de YPF, en voyant les images qui passaient à la télévision, s'étaient transformé en spectateurs d'une tragédie dont ils étaient non seulement les victimes mais qui était emmenée par leurs propres enfants, et dans leur propre ville. Beaucoup de témoignages a posteriori s'accordent à voir dans cette circonstance à la fois dramatique et curieuse, le facteur qui finit par les faire sortir de leur léthargie et les pousser dans la rue. Cette rencontre intergénérationnelle permit la convergence de facteurs jusque là dissociés. Les pères ne pouvaient être uniquement *fogoneros*, ils disposaient d'une expérience préalable d'organisation ; certains avaient été délégués d'usine et possédaient, gravées dans leur conscience, les réminiscences d'une vaste culture syndicale. Certes la situation avait changé, et le fait de n'appartenir à aucune entreprise diminuait leur pouvoir de négociation. C'est là cependant que les expériences se sont agrégées. Les pères fournirent, en effet, les instruments d'organisation qui ont évité au mouvement de contestation de se déliter, de se diluer et de perdre son efficience.

- 16 Ayant perdu tout lien avec le monde du travail, ils étaient confrontés à un dilemme difficile. Le principe de coopération antagonique qui régit la relation « employeur-employé » avait disparu, emportant avec lui la possibilité d'identifier un interlocuteur valable avec lequel se confronter et négocier. La dynamique des événements s'est chargée de résoudre le problème. Les barrages routiers prolongés obligèrent à installer des campements précaires au bord des chemins et les familles des manifestants commencèrent à s'installer sur le théâtre des opérations. De sorte que le « piquet » impliquait en même temps le barrage de la route et l'occupation effective du territoire. En fait, il ne s'agissait pas de n'importe quel espace physique mais de routes provinciales et nationales, c'est-à-dire des principales artères de la circulation économique. En résumé, c'était le flux de la nation qui se retrouvait interrompu. Le processus était achevé : un instrument d'interpellation puissant et efficace surgissait sur la scène politique.

Le troc

- 17 Au milieu des années quatre-vingt-dix, alors que les effets de la crise mexicaine continuaient à faire des ravages, l'Argentine atteignait les taux de chômage les plus élevés de toute son histoire. En quelques semaines à peine, le chômage avait augmenté de 14% – chiffre moyen des cinq premières années des années quatre-vingt-dix – à 25%, ce qui ne fait que refléter le fait que le quart de la population économiquement active se trouvait en marge du marché du travail régulier. Dès lors, le chômage cessa d'être une situation conjoncturelle pour devenir un véritable problème : le concept de « chômage structurel » devenait monnaie courante parmi les interprètes de la réalité économique. Auparavant, en effet, les petites variations enregistrées par les mesures obéissaient aux circonstances particulières du cycle productif et, si elles révélaient parfois des augmentations supérieures aux prévisions, on revenait toujours vers des niveaux normaux. Depuis 1995 à aujourd'hui, le taux s'est maintenu au dessus de 20% et il n'y a aucune raison de croire que la tendance puisse s'inverser à court terme. Plus encore, il est probable que le chiffre ne rende pas compte de la dimension réelle du problème puisque l'INDEC – l'organisme public chargé de ces questions – parle d'emploi à partir de trois heures de travail hebdomadaires ; ce qui signifie que tous ceux qui peuvent attester de douze heures de travail mensuel ne sont pas considérés comme sans-emploi. Il n'existe de la sorte aucun moyen de connaître avec précision les indices du « sous-emploi » et encore moins de se faire une idée de l'état de précarité du marché du travail.
- 18 Un chiffre illustre mieux que tout autre le panorama de la situation actuelle : 60% de ceux qui, au cours des dix dernières années, sont venus grossir les rangs de la pauvreté – ceux qu'on surnomme « les nouveaux pauvres » – sont issus des classes moyennes. L'Argentine qui, durant un siècle, s'est caractérisée par la mise en place de politiques favorables à la consolidation des positions des couches moyennes, était entrée dans un processus inédit de désintégration qui, à court terme, la placerait au même niveau que les autres nations du tiers-monde.
- 19 Au-delà des chiffres, qui évidemment donnent une vague image d'une situation qui n'est que trop effrayante, ce qui ne lasse pas de surprendre est la rapidité avec laquelle on est parvenu à l'état actuel. Si ce processus avait eu un autre rythme, si la cadence à laquelle ont été subies ces transformations avait été moins intense, on peut supposer

qu'on aurait pu éviter un dénouement brutal, ou du moins freiner en partie l'effondrement de l'édifice social. L'imposition de recettes néolibérales a obtenu des résultats extraordinaires en matière économique – en fait s'est opéré le transfert de richesse le plus scandaleux de toute l'histoire argentine – mais a eu un effet dévastateur dans les domaines politique, social et culturel. L'application de tels programmes ne s'appuie pas forcément sur un fonctionnement normal des institutions politiques – la dictature du général Augusto Pinochet au Chili en est l'exemple le plus éloquent. Cependant, elle ne peut pas se passer d'une base sociale, ni d'un ancrage idéologique, c'est-à-dire de dispositifs symboliques et culturels nécessaires au succès de l'entreprise. Or, l'absence évidente de précaution avec laquelle les opérations ont été menées, surtout en matière de privatisation des actifs publics et en ce qui concerne la renégociation des compromis financiers avec des organismes internationaux, a généré dans les couches moyennes une sensation de vulnérabilité absolue ressentie et pensée comme une trahison des intérêts nationaux.

- 20 L'Argentine est le pays d'Amérique latine qui a le taux le plus élevé de professionnels. Dans les années cinquante et soixante, 9,2% des jeunes de 20 à 24 ans étaient étudiants à l'université, contre 3,6% en France, 3,7% en Suisse et 1,6% en Mexique. Au cours de la dernière décennie, l'université de Buenos Aires a connu une augmentation significative du nombre d'inscriptions – surtout dans les facultés de philosophie, lettres et sciences sociales – un fait qui doit être mis en relation avec la réduction de l'offre sur le marché du travail d'une part, avec une plus grande disponibilité de temps libre d'autre part. Alors que dans les années soixante-dix, le déséquilibre entre l'offre de main-d'œuvre qualifiée et celle, réduite, de postes de travail, a enclenché un processus de radicalisation politique des étudiants ; au cours des années quatre-vingt-dix, probablement du fait d'une prise de conscience qu'il valait mieux épuiser toutes les ressources imaginables que de glisser vers l'insurrection armée, les aspirations ont débouché sur d'autres expériences d'organisation et d'intervention collective. C'est dans ce contexte que se situe l'origine de ce que l'on appelle les « clubs de troc » (*clubes del trueque*).
- 21 Le premier « club de troc » a été créé en 1995 au sein du principal complexe industriel du pays. La plupart des pionniers était des femmes et des hommes issus des formations de « professions libérales » (médecine, droit, comptabilité) et de nouvelles disciplines (informatique, publicité, administration d'entreprises, commerce extérieur), rejoints plus tardivement par des chercheurs en sciences sociales et économistes. Ils partageaient plusieurs choses, dont principalement la condition de chômeur, le fait d'avoir réalisé des études de 3^e cycle à l'étranger, d'être issus de la même classe moyenne professionnelle, d'avoir connu un parcours dépourvu d'aléas, d'avoir fait des files d'attente interminables sans parvenir à obtenir un emploi et de devoir supporter d'être considérés comme « sur-qualifiés », de s'être vus contraints d'emprunter pour couvrir les dépenses nécessaires à leur subsistance, d'avoir dû hypothéquer leur voiture et leur maison pour solder leurs dettes et payer leurs impôts, d'être retourné vivre chez leurs parents et, même, moins d'un an après le début de la chute, d'avoir atterri dans une chambre d'hôtel à proximité d'une gare routière.
- 22 Mais qu'est-ce donc que les clubs de troc ? Même si le terme peut paraître un peu exagéré, il s'agit d'abord d'une microsociété ou même, si on l'analyse rétrospectivement, un petit Etat. Actuellement, il existe environ 5 500 clubs ou « nœuds » – pour employer la terminologie spécifique – sur l'ensemble du territoire

national. Les « nœuds » regroupent 2 500 000 associés, soit 6% de la population totale de l'Argentine. Il ne s'agit pas à proprement parler d'associés mais de « prosommateurs ». Le mot « prosommateurs » (*prosumidores*) n'est pas un jeu de mot, mais une catégorie qui reflète le véritable statut légal et social de ceux qui appartiennent aux réseaux. Dans un Etat-nation, il est d'usage de parler de « citoyens » ; en revanche dans le circuit du troc, le vocable « prosommateurs » conjugue les termes « producteur » et « consommateur » pour la simple raison que les membres sont à la fois des producteurs et des consommateurs. Tout ce qui s'y consomme est produit au sein du réseau. Aucune autre monnaie que le « crédit » de circulation interne n'est acceptée. On dispose d'un système monétaire autonome, lequel, dans une Argentine où circulent, en plus de la monnaie officielle, 14 monnaies provinciales convertibles, ne constitue aucune nouveauté⁴. Le développement progressif du réseau et, donc, du volume de la circulation, a causé bien des déboires à la Banque centrale de la République argentine : en raison de l'indépendance du système, il lui est impossible d'en connaître l'impact exact sur l'ensemble de l'économie. Les estimations les plus conservatrices concernant les richesses qui auront été accumulées à la fin de l'année 2001 font état du chiffre extraordinaire de 120 milliards de « crédits », soit 40 milliards de dollars ou 37 milliards d'euros, ce qui représente le quart de la dette extérieure de l'Argentine, le pays le plus endetté de la planète.

- 23 Dans les « nœuds », l'éventail de ce que l'on peut troquer va d'un pot de confiture ou d'une tarte jusqu'à un soin dentaire ou une voiture. Evidemment, il faut avoir réuni une quantité importante de « crédits » pour l'échanger contre une voiture. La possibilité d'avoir accès à des objets ou des services d'envergure fut une conquête récente, qui devint effective lorsqu'un nombre suffisant de « prosommateurs » fut atteint. Dans la période actuelle, le club de troc est en mesure d'offrir des couvertures médicales (mutuelle de santé), des réparations domestiques, toutes sortes d'aliments et de matériaux, et même la force de travail nécessaire à l'édification d'une maison. Beaucoup parmi les familles qui ont rejoint le réseau alors qu'il n'était encore qu'un rêve, jouissent aujourd'hui de revenus plus qu'enviables, qui approchent 4 000 crédits, soit 1 500 dollars. Le succès du système est tel que ses fondateurs sont débordés par les demandes de conseils. Inspiré par cette expérience, un schéma similaire a vu le jour en Colombie, au Chili, au Paraguay et en Uruguay – même si on ne peut pas encore parler de résultats.
- 24 On dit souvent que les crises aiguissent le génie populaire et il est probable qu'il en est ainsi. Mais, outre cela, si quelque chose doit retenir notre attention, c'est sans doute le caractère inédit d'une rencontre entre classes sociales que les clubs de troc ont occasionné. Les classes moyennes de l'Argentine ont toujours fait preuve d'un rejet affirmé des couches populaires. Cette antipathie remonte aux origines du plus important mouvement politique du dernier siècle, le péronisme, qui a divisé la société argentine en deux camps opposés : d'un côté les classes sociales populaires qui appuyaient Perón et, de l'autre, les couches moyennes et supérieures, qui se prononcèrent contre lui. Bien qu'un demi-siècle se soit écoulé, les clivages persistent. La crise, dont l'acharnement sur les classes moyennes est une conséquence inévitable, a permis une rencontre que l'on n'avait jamais imaginé et qui, au cours de la deuxième moitié des années quatre-vingt, constituera la base de l'apparition d'une nouvelle modalité de représentation politique : l'assemblée.

L'assemblée

- 25 Cette section, comme la période historique qu'elle tente d'aborder, est la plus courte. La proximité des événements impose un développement succinct. L'odeur de poudre, des gaz lacrymogènes et du sang répandu flotte encore dans l'atmosphère. Les images de l'insurrection du 19 et du 20 décembre n'ont pas été éradiquées de la conscience. Tout avait commencé le samedi 15, en milieu de matinée, dans les bidonvilles et la banlieue de Rosario, villes qui, en 1989 durant la période d'hyperinflation la plus dramatique de l'Argentine, avaient précipité la chute du gouvernement de l'époque.
- 26 Le 19, les principales agglomérations urbaines se sont réveillées transformées en véritables champs de bataille. Aux premières heures du jour, des groupes denses de chômeurs commencèrent à se poster devant les portes des grands supermarchés pour exiger la livraison d'aliments. Les informations relatèrent les faits et, en quelques minutes, tous les centres commerciaux furent assiégés. Devant l'inexplicable refus de satisfaire ne serait-ce qu'une partie des revendications, les protestataires se mirent à attaquer les installations. Les autorités du pouvoir exécutif, qui se souvenaient malgré tout de la vague de pillage et le dénouement honteux, en 1989, du gouvernement de Raúl Alfonsín – un dirigeant du parti qui, aujourd'hui, tente de manœuvrer dans la tourmente – ne furent pas à la hauteur de la situation. L'évidence que les images projetées avaient un effet multiplicateur, fournit la meilleure occasion pour envisager d'exercer une censure totale de l'information. Si les employés des médias d'Etat, alertés par la nouvelle, n'avaient pas suspendu leurs activités et déclaré la grève, on peut estimer que les programmes auraient été remplis par des dessins animés, des films américains et des séries vénézuéliennes. Cependant, il y a toujours un « plan B », bien que dans ce cas, il aurait mieux valu qu'il n'existe pas. Le soir du jeudi, le président de la nation a prononcé un discours que l'on retiendra comme la plus grotesque, hésitante et incompréhensible intervention publique d'un chef d'Etat. Devant la montée du mécontentement social et la situation de mobilisation généralisée, il ne trouva rien de mieux que de déclarer l'état de siège. Conséquence immédiate, la foule a envahi les rues des principales capitales provinciales. L'insurrection avait commencé.
- 27 Je n'entreprendrai pas une chronique minutieuse des événements, mais simplement une brève description de la physionomie de la ville de Buenos Aires une fois pacifié le champ de bataille, une évocation du nombre des victimes et de leur moyenne d'âge, et un aperçu sur les lieux les plus révélateurs, afin de fournir une idée approximative de l'ampleur et de la violence des événements. Dans les quartiers centraux de Buenos Aires ont été détruits et incendiés 32 agences bancaires, 8 locaux de restauration rapide (6 McDonald's et 2 Burger King), 7 concessionnaires automobiles, 6 filiales de compagnies téléphoniques, 3 entreprises de messagerie, 5 édifices publics, le siège national du parti radical (le parti du gouvernement), 2 succursales du parti justicialiste (péroniste), 3 stations de métro, 2 réceptions d'hôtel cinq étoiles, les bureaux centraux de Siemens Argentine et de Repsol-YPF, la délégation de la culture et l'ambassade d'Espagne ainsi qu'un nombre indéterminé de pharmacies, magasins d'alcools et autres boutiques. Il n'est pas nécessaire de souligner que la plupart de ces cibles constituent des symboles du capital transnational le plus concentré. Aux carrefours on respirait encore le lendemain la fumée des feux qui avaient illuminé les champs de bataille. Les murs couverts d'inscriptions suggestives : « Les forces de l'ordre nous protègent-elles ou nous surveillent-elles ? », « Le monde est un panoptique », « Non à l'état de siège »,

« Ils te pissent dessus et la presse dit qu'il pleut », « Liberté aux prisonniers politiques », « Un gouvernement populaire, maintenant », « Les piquets coupent les routes mais ouvrent des voies », « La violence est mensonge », « Le peuple uni ne sera jamais vaincu », « Vive la révolte », etc.

- 28 L'âge moyen des victimes est d'environ 22 ans. Quatre mois après les événements, les associations des droits de l'homme elles-mêmes ne disposent pas d'une liste complète des personnes arrêtées, des blessés par balle réelle ou de caoutchouc, ou par les matraques des policiers ; elles n'ont bien entendu pas davantage connaissance de l'identité et du nombre exact des victimes. On estime que plus de 2 000 personnes ont été emprisonnées, que le nombre des personnes blessées par balle de 9 mm (réglementaire) ou de caoutchouc atteint 400 et que celui des morts peut s'élever à 39, dont 35 ont péri instantanément d'une balle dans le thorax ou la tête. La scène la plus douloureuse s'est produite le matin du jeudi 20 décembre quand des membres de la police montée ont chargé un petit groupe de mères et grand-mères de la place de mai, une image qui rappelle les pires années de la dictature militaire.
- 29 Le vendredi 21 décembre, au pied de la pyramide de mai (emblème de la révolution du 25 mai 1810), surgit la première assemblée populaire autoconvoquée. Pendant la nuit, des milliers de messages avaient circulé par internet, appelant à se rassembler aux carrefours et places de la ville, à organiser la résistance civile et débattre d'une nouvelle nation. Depuis lors dans toutes les localités, petites ou grandes, des centaines d'assemblées ont fait leur apparition, dotées de commissions ou de conseils (sur la santé, le travail, l'éducation, la culture, la presse et l'information, la dette extérieure, l'économie, etc.), de journaux d'information, d'ateliers de discussion et de débat, ainsi que de modes d'organisation propres. Les week-ends des « assemblées inter-quartiers » se sont mises en place, dans lesquelles figuraient plus d'une centaine d'orateurs et auxquelles ont participé quelque 4 000 personnes. Durant la courte existence de ce processus, une première assemblée nationale a été convoquée, à laquelle ont assisté environ 10 000 personnes.
- 30 Une étude récente estime que huit Argentins sur dix ont participé à des marches de protestation ou à des assemblées. Ce fait terrifiait les dirigeants politiques qui, outre le fait qu'ils étaient devenus l'objet d'un rejet, se sont vus obligés de changer d'habitudes et même d'aspect (se laisser pousser la barbe, se teindre les cheveux, mettre des lentilles teintées, ajourner les réunions plénières prévues dans des lieux d'affluence, utiliser des stratagèmes pour sortir de leurs domiciles sans être identifiés, etc.). Le dédain notoire envers les dirigeants actuels, qui pourrait être résumé par l'énoncé : « qu'ils s'en aillent tous, qu'il n'en reste pas un seul », a instauré une réflexion salutaire sur de nouvelles dynamiques de représentation politiques. L'exercice de la démocratie directe a rendu stérile toute tentative de canalisation institutionnelle. Le conseil municipal de Buenos Aires et le parlement national ensuite, ont esquissé sans succès des projets visant à son inclusion dans le système politique. Mais les assemblées ont rejeté à l'unanimité toute intégration dans le giron institutionnel. A l'encontre de l'opinion diffusée par les médias, qui accusèrent les participants à ces assemblées d'être violents et antidémocratiques, ces derniers ont donné des signes éloquentes de l'esprit qui les anime. Non seulement les rassemblements de protestation n'ont provoqué aucune victime, mais ils ont surgi, comme il a été dit, pour rejeter l'état de siège. De plus, le 24 mars, jour de commémoration des victimes de la dernière dictature militaire, se sont rassemblées 120 000 personnes. Difficile, cependant, de prévoir l'avenir de

l'assemblée à moyen ou long terme. C'est un mouvement collectif en germe, qui cherche encore une identité et un sentiment d'appartenance.

- 31 On a indiqué que les clubs de troc ont promu une rencontre inédite entre les classes sociales. Cette rencontre, néanmoins, n'a pas produit la cristallisation d'une alternative politique définie. C'est, en fait, le rôle qu'a tenu l'assemblée. Le lundi 29 janvier 2002, après avoir parcouru 35 km de la ville de Matanza, au cœur de la pauvreté, jusqu'au siège du gouvernement national situé dans la « city » de Buenos Aires – le quartier financier où se trouve la bourse – des colonnes denses de chômeurs ont pénétré dans la capitale fédérale en compagnie de milliers de membres d'assemblées, au cri de « Piquets et casseroles⁵, même combat ». S'était produite la jonction, inexorable et annoncée, des classes moyennes et des couches populaires. L'événement symbolise la clôture d'un cycle historique bref, dont les premiers mouvements ont été esquissés par ces *fogoneros* improvisés de Patagonie. Les assemblées sont, en résumé, le dernier sommet d'une triangulation politique qui n'a jamais été imaginé.

Conclusion

- 32 « Je crois que les forces de l'ordre vont devoir prendre des mesures contre les agressions perpétrées. Ce sont des actes de banditisme » (Página 12, 16/03/2002). Ces phrases n'ont pas été prononcées, comme on pourrait le supposer, par un haut responsable de l'armée, mais par un philosophe – ou « doxosophe » si l'on préfère – Tomás Abraham, un intellectuel productif formé dans les universités de la Sorbone et de Vincennes, et l'un des multiples disciples latinoaméricains de Michel Foucault. Dans un pays où, entre autres choses, 100 enfants meurent chaque jour pour des causes qui pourraient être évitées, où un tiers de la population se situe en dessous du seuil de pauvreté, où une personne perd son emploi toutes les deux minutes, et où 40% des travailleurs travaillent au noir, il ne serait pas mauvais que la *doxa* cède la place à l'*episteme*. Malheureusement, les paroles d'Abraham ne constituent pas une exception ; elles n'ont pas davantage provoqué des fractures significatives dans le milieu intellectuel. Pour évoquer un autre exemple proche, l'anthropologue Rosana Guber a soutenu dans la presse écrite et à la radio que le plus scandaleux pillage de richesses de toute l'histoire – confiscation des dépôts de 3,5 millions d'épargnants qui devint effective le 3 décembre 2001 – a été perpétré par l'Etat et non par les établissements bancaires qui recueillaient les maigres épargnes de la population. Si l'on examine la position professionnelle de cette anthropologue, son opinion malheureuse ne paraît ni étrange ni dépourvue de sentiments : elle exerce comme directrice du département d'anthropologie de l'Institut de développement économique et social, organisme qui est financé avec le concours important d'entreprises et de groupes financiers.
- 33 Durant les cinq derniers mois, le nombre de magazines télévisés et les taux d'audience ont triplé, ainsi que la fréquence d'intervention d'intellectuels et d'analystes en tout genre. Une explication banale tendrait à supposer que la crise stimule le droit de la société à l'information. Sous prétexte d'offrir au téléspectateur tout ce dont il a besoin pour mieux se situer face aux événements, une série de programmes d'information ont été mis en place, générant cependant plus de confusion. Les faiseurs d'opinion publique, armés de rapports statistiques fournis, ont prédit au moins une douzaine de fois la débâcle des nouveaux mouvements sociaux. Les imprécisions répétées, qui évitent de mettre en doute la validité de telles données, sont révélatrices de la terreur

inexprimée des exégètes devant d'éventuelles victoires sur le terrain social et dans le domaine électoral, ainsi que le changement d'orientation de la politique économique que cela provoquerait. Il est certain qu'aucun des leaders sérieux des mouvements n'a imaginé un tel scénario dans un délai bref, soit parce qu'ils sont conscients des obstacles qu'il leur faudrait franchir, soit parce qu'ils savent que les mouvements n'ont pas atteint une maturité politique suffisante, ou encore parce que cela impliquerait – comme ce fut le cas au Brésil pour les sans-terre – la formation d'un parti, d'une structure dont l'ordonnement hiérarchique supposerait la dissolution des mouvements, et donc également de leur capacité à les soutenir. L'artillerie médiatique n'a rien fait d'autre que criminaliser la contestation : environ 3 000 personnes sont détenues pour des causes sociales, en majorité des leaders.

- 34 Les organisations politiques de gauche, qui assistent à un moment historique sans précédent, se montrent divisées en petits groupes dont les stratégies de recrutement semblent provenir d'une secte médiévale. Le trotskisme argentin s'est toujours caractérisé par son élitisme de salon et un dédain prononcé envers les mouvements de chômeurs, auxquels il attribue un caractère réactionnaire et contrerévolutionnaire. Les niveaux d'organisation atteints par le mouvement de travailleurs privés d'emploi ont surpris la gauche, qui – sans examen préalable – s'est lancé dans une quête de nouveaux militants avec une rapidité inusitée. Au lieu de mettre la structure au service du mouvement, ils ont utilisé le mouvement pour accroître la structure. Bien que réversible, le résultat n'est pas de bon augure. En conformité avec sa stratégie sécessionniste, le trotskisme a opéré une division dans la matrice du camp populaire : d'un côté, le « bloc national piquetero » qui correspond aux secteurs de la gauche la plus anachronique et la plus minéralisée, et de l'autre, les organisations de travailleurs privés d'emploi qui maintiennent malgré tout le profil – fédératif et basé sur le mouvement revendicatif – qui leur a permis de faire une entrée sur la scène politique.
- 35 Imaginer l'avenir de l'Argentine ou celui des nouvelles formes du mouvement social constituerait une imposture inacceptable. Le travail intellectuel responsable ne peut ni ne doit animer de trompeuses utopies ; sa contribution, certainement bien humble, ne peut être autre que la confrontation clinique avec le présent.

NOTES

1. Texte inédit traduit de l'espagnol par Pascale Absi et Laurent Bazin.
2. Le troc (*trueque*) est la désignation en Argentine des institutions d'échange dont les principes sont analogues à ceux des SEL (systèmes d'échange locaux) en France (NdT).
3. Nous avons choisi d'analyser Cutral-Có plutôt que Chaco-Salteño, à la fois pour des raisons de place et d'une plus grande simplicité. La complexité des situations qu'implique le second, de caractère pluriethnique et géopolitique, exige une étude spécifique. Par rapport aux objectifs de ce travail, l'analyse de Cutral-Có suffit néanmoins pour tenter d'apprécier la dimension globale du phénomène.

4. La prolifération des monnaies est le meilleur indicateur de la situation critique que traverse l'Argentine. Ce n'est pas un hasard si, lorsqu'on l'a interrogé sur la façon d'en finir avec une nation, Karl Marx a répondu qu'il suffisait de détruire sa politique monétaire.

5. Ce terme provient du fait que, lors des marches de protestation qui ont marqué le début de l'année 2002, les manifestants frappaient sur des casseroles et autres ustensiles pour se faire entendre et interpeller les autorités (NdT).

AUTEUR

PABLO PERAZZI

Instituto de ciencias antropológicas Universidad de Buenos Aires